

INSÉCURITÉ AUX FRONTIÈRES ALGÉRIENNES

Qu'en est-il de la coordination
au sommet de l'Etat ?

L'Algérie fait face, depuis trois ans, à la situation la plus dangereuse de son existence même en tant qu'Etat, depuis la diminution du péril terroriste, à savoir la multitude de foyers de tension à ses frontières. A l'exception de nos côtes maritimes, au nord du pays, aucune autre parcelle de nos zones frontalières n'est tout à fait sécurisée, de façon bilatérale, avec aucun de nos voisins.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Avec une Libye complètement éclatée, un Mali désormais réduit à l'état d'un vaste territoire que se disputent différents groupes armés, un Niger, une Mauritanie et une Tunisie trop faibles militairement pour sécuriser de vastes territoires et assurer leur propre sécurité intérieure, c'est déjà très préoccupant comme situation.

Si l'on y ajoute un Maroc franchement hostile et qui ne lésine sur aucun moyen pour tirer cyniquement profit de la situation, l'on est bien édifié sur l'ampleur du péril.

Un péril multiple en plus : terrorisme, trafic d'armes, de drogues, de carburants etc, immigration clandestine et massive avec ses nuisances «dérivées» sur les plans économique, sanitaire et sécuritaire, il va sans dire que l'Algérie n'est plus qu'un îlot dans un océan agité et menaçant.

En somme, voilà où nous en sommes. Or, comment est gérée une telle situation, au plus haut niveau de l'Etat ? Bien évidemment, sur le front et de manière directe, c'est l'armée qui prend les choses en main, à travers

l'état-major. Mais, au plan politique, le flou est total. Abdelaziz Bouteflika avait, rappelons-le, basé toute sa campagne pour la dernière présidentielle sur cette affaire-là, c'est-à-dire «la stabilité». Mais ce qui ne gêne rien, c'est son état de santé.

Chef suprême des forces armées selon la Constitution, Bouteflika est aussi ministre de la Défense nationale. Ce cumul et ce souci de ne jamais lâcher les commandes de l'armée, qu'il a hérités de Boumediène, Bouteflika l'exerce depuis son accession au pouvoir.

Certes, Zeroual aussi l'avait fait avant lui, mais c'était dans une conjoncture particulière et, finalement, «l'exception Nezzar», le seul ministre plein de la Défense, sous Chadli n'aura été qu'une parenthèse depuis le 19 juin 1965. Bouteflika, très jaloux de ses prérogatives, «je ne serai jamais un trois quart de président», ne cessait-il de proclamer dès les premiers jours de sa présidence, ne fera, sur ce plan, qu'une concession de pure forme, et dans quelles circonstances !

A son retour du Val-de-Grâce, après un AVC dévastateur qui le



Abdelaziz Bouteflika et Gaïd Salah.

contraint toujours d'ailleurs à une longue convalescence, il désignera un vice-ministre de la Défense dans le gouvernement Sellal.

Le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd-Salah cumule ainsi depuis septembre 2013, cette fonction gouvernementale avec celle de chef d'état-major, Bouteflika n'en gardant pas moins les siennes précédemment citées.

Dans la pratique, Bouteflika délèguera à son vice-ministre quelques prérogatives purement administratives. Du moins, qui ne sont pas de nature à remettre en cause les rapports de force, ni les

équilibres imposés depuis 1999. Depuis l'été 2013, les Algériens ont fini par être habitués aux auditions fréquentes qu'accordait Bouteflika, de manière alternative, à Gaïd Salah et à Abdelmalek Sellal.

Des auditions qui étaient à chaque fois largement médiatisées par les services de la Présidence. Et à chaque fois qu'il s'agissait de Gaïd Salah, il était systématiquement et même exclusivement question de la sécurité à nos frontières.

Ce qui est du reste tout à fait normal. Ce qui l'est beaucoup moins, c'est la cessation «subite» de ces rencontres bilatérales

entre les deux hommes depuis plusieurs mois. La dernière rencontre du genre de Bouteflika remonte à début juin. Il recevait ce jour-là, Ouyahia, Sellal et Belkhadem.

Comment alors est géré ce problème qui touche directement à la sécurité nationale entre-temps ? Ou alors, le quatrième mandat désormais acquis, Bouteflika a-t-il jugé utile de revenir au fonctionnement classique en ce genre de situation, à savoir des réunions sécuritaires, comme celle du Conseil national de sécurité, qui ne sont jamais médiatisées ?

K. A.

TROIS PERSONNES ARRÊTÉES

DONT DEUX ÉCROUÉES

À SIDI-BEL-ABBÈS

De la viande rouge,
avec une fausse
estampille, saisie

Alors que la menace de la fièvre aphteuse plane sur la région de Sidi-Bel-Abbès, à l'instar d'autres wilayas jusque-là épargnées par l'épidémie et bien qu'aucun cas n'ait été signalé à ce jour et que les services agricoles, de l'hygiène, du contrôle de qualité, de vétérinaires et des services de sécurité tentent de faire barrage à toute contamination du cheptel local, en interdisant la tenue des souks hebdomadaires et le déplacement des bêtes ovines et bovines, des personnes ne se sont pas gênées pour procéder à l'abattage clandestin, avec un plus répréhensible à savoir, la fabrication d'une fausse estampille pour écouler de la viande rouge. Suite à des informations parvenues à son niveau, la 3^e Sûreté urbaine de Sidi-Bel-Abbès a mis dans son collimateur une boucherie du centre-ville avant d'intervenir sur les lieux. Là, les policiers ont intercepté 34 kg de viande rouge provenant de l'abattage clandestin, présentée comme celle du mouton, alors qu'elle vient de la brebis, et plus grave encore, portant l'estampille de l'abattoir communal qui s'est avérée fausse puisque imitée. L'étalement accusé et celui qui détenait le sceau de la fausse estampille ont été arrêtés et écroués alors qu'une troisième personne a bénéficié d'une citation directe. **A. M.**

RUMEURS SUR UN FOYER DE FIÈVRE APHTEUSE CHEZ
L'OVIN À BOUIRA

Les explications des services vétérinaires

Le cas de mortalité ovin enregistré à Bouira et qui a été à l'origine d'une grande psychose quant à la propagation de l'épidémie de la fièvre aphteuse parmi cette espèce, était simplement dû à un changement d'alimentation, selon les explications de l'inspectrice vétérinaire de cette wilaya, D^r Salima Kerkoud.

Mehdi Mehenni - Alger (Le soir) - Contactée hier par téléphone, l'inspectrice vétérinaire de la wilaya de Bouira, D^r Salima Kerkoud, affirme qu'il n'y a aucun cas de fièvre aphteuse chez l'ovin. «Nous avons fait des prélèvements et les avons envoyés au laboratoire régional de Draâ-Ben-Kheda, qui est agréé par l'Etat, et les résultats sont négatifs», rassure-t-elle.

Selon toujours la même source, «l'éleveur qui a fait sortir la rumeur a enregistré un cas de mortalité dû à un changement d'alimentation, soit de l'orge au vair». Seulement poursuit-elle, «il y a un vaccin préventif dans ce genre de cas, qui se fait chez les vétérinaires privés. Malheureusement, cet éleveur n'a non seulement pas fait vacciner son ovin mais a aussi trouvé le moyen de faire colporter la rumeur au lieu de contacter les services vétérinaires de la



Il n'y a aucun cas de maladie chez l'ovin.

wilaya». A plus forte raison, explique le D^r Kerkoud, «les symptômes ne sont pas toujours révélateurs et ne veulent parfois rien dire jusqu'à ce qu'il y ait prélèvement et confirmation du laboratoire». En réaffirmant qu'aucun cas de fièvre aphteuse n'a été enregistré chez l'ovin à Bouira, l'inspectrice vétérinaire de cette wilaya conclut : «Nous ne pouvons pas cacher une maladie. C'est avant toute chose une grande responsabilité morale. Puis il ne faut pas

oublier que l'Algérie est membre de l'Organisation internationale de la santé animale (OIE). Il faut aussi savoir que nous travaillons jour et nuit et que ce n'est surtout pas les rumeurs qui vont nous aider à lutter contre cette maladie.

De même que l'Algérie n'a pas besoin d'une psychose de ce genre alors que la fête de l'Aïd El Adha arrive. Alors, ne privons pas le citoyen de sa bête de sacrifice...».

M. M.